

## NOTE : INSTITUT DU BOSPHORE : LA REFORMATION BOURGEOISE EN TURQUIE : OPPORTUNITES ET MENACES

---

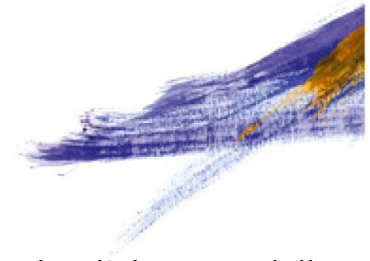
Prof. Dr. Hakan Yılmaz, Université de Boğaziçi  
Faculté de Gestion et d'Economie, Département de Sciences Politiques et Relations Internationales  
34342 Bebek-İstanbul Turquie  
Tél: (+90) 212 359 6528 Fax: (+90) 212 287 24 55  
E-mail: yilmazh@boun.edu.tr  
Site web privé : [www.hakanyilmaz.info](http://www.hakanyilmaz.info)  
Blog privé : <http://www.hakan-yilmaz.blogspot.com>  
Site web du département : <http://www.pols.boun.edu.tr>

Prof. Dr. Hakan Yılmaz est diplômé du Lycée Galatasaray et de la Faculté d'Economie de l'Université de Boğaziçi. Il a complété sa maîtrise et son doctorat dans le département de Sciences Politiques de l'Université de Columbia aux Etats-Unis.

Il est actuellement enseignant au département de Sciences Politiques et Relations Internationales et directeur du Centre des Etudes européennes à l'Université de Boğaziçi. Il fait des recherches sur la vie politique et la culture politique et populaire de la Turquie, les relations Turquie-Union européenne, les dimensions culturelles et identitaires de l'intégration avec l'Europe et les dynamiques du processus de démocratisation.

### **La Turquie au 21ème siècle: Réformation bourgeoise, les gagnants et les perdants**

Un historien politologue du futur, évaluant les changements actuels de la Turquie pourrait les qualifier de « Réformation bourgeoise », une redistribution radicale de puissance politique, de capital économique, et de ressources symboliques réalisée en utilisant les mécanismes de la démocratie. La bourgeoisie ascendante de Turquie lutte contre l'ancien régime, avec le soutien politique des classes défavorisées d'Anatolie et des habitants des zones plus pauvres dans les périphéries des grandes métropoles construites et occupées par les nouveaux immigrants des années 80 et des années 90. On pourrait comparer ce mouvement à l'insurrection de la bourgeoisie française incitant les « sans culotte » à lutter contre l'aristocratie sous la devise « liberté, égalité, fraternité ». La bourgeoisie ascendante souhaite refouler et briser les institutions idéologiques et bureaucratiques des classes établies qui freinent son ascension ou pour le moins aspire à les forcer à la soumission. La bourgeoisie turque est beaucoup attachée idéologiquement et culturellement à des valeurs religieuses et conservatrices que la bourgeoisie française laïque, anti-cléricale et gauchiste de la Révolution française. Elle ressemble plutôt, par son esprit d'entreprise expansionniste et mercantiliste, à la bourgeoisie anglaise et américaine du 19<sup>ème</sup> siècle et à la bourgeoisie traditionnelle, entreprenante et autoritaire des pays du sud-est asiatique au 20<sup>ème</sup> siècle.

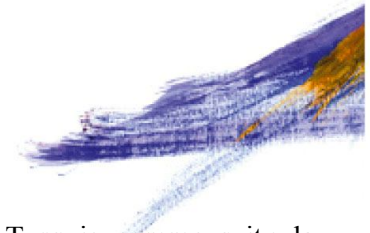


Comment cet historien politologue du futur, examinant la Turquie à travers les siècles pourrait-il évaluer les conditions qui ont conduit la Turquie au seuil de cette « réformation bourgeoise religieuse et conservatrice » du 21<sup>ème</sup> siècle ? Il pourrait commencer par examiner le déroulement de trois évènements critiques des années 1980. La première : le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 qui a paralysé les partis politiques, les ONG, les syndicats, les leaders intellectuels, les cadres militants et les partisans de la gauche, en dépouillant la gauche de tout moyen de réforme politique. Les classes ouvrières ont ainsi été privées du soutien politique de la gauche. L'annihilation de l'alternative gauchiste par des moyens militaires a transporté la Turquie historiquement hors du contexte politique européen, la dirigeant vers les régimes ascendants autoritaires et traditionnels du sud-est asiatique sous hégémonie américaine. L'annihilation de la gauche politique a aussi déclenché l'extinction des attributs populaires, égalitaires, sociales et indépendantistes du mouvement kémaliste, idéologie qui avait soutenu la fondation de la république, en bloquant sa transformation en un mouvement de « républicanisme de gauche ». Le régime militaire du 12 septembre a transformé le kémalisme en une iconographie autoritaire et nationaliste dénuée de tous ses principes fondateurs. Une iconographie, dans le sens que le kémalisme a été réduit à l'ensemble d'images, de fétiches, et de citations de dehors-de-contexte d'Ataturk, tous à mettre dans le service de légitimer le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 et le régime autoritaire qui a suivi le coup. C'était une iconographie dans le sens que la vie et le travail d'Ataturk, et avec lui l'histoire de la Guerre d'Indépendance et la fondation de la République turque, ont été réduites à un récit officiel, congelé et incontestable. Et cette histoire officielle, qui serait la seule version à enseigner dans les écoles, servirait à légitimer le régime autoritaire dans les esprits des millions d'écoliers.

Dans les années 90, face à la pression croissante des courants islamistes, le kémalisme iconographique a tâché d'acquérir un volet « moderniste » ; mais ayant uniquement concentré ses efforts sur la lutte entre le symbolisme représenté par le port du foulard islamique, ce volet "moderniste" s'est contenté d'être le prolongement du kémalisme iconographique de la dictature militaire du 12 septembre.

Notre commentateur politique du futur, en analysant les conditions de la « réformation bourgeoise religieuse et conservatrice » de la Turquie au début du 21<sup>ème</sup> siècle, mentionnerait aussi les hommes d'affaires anatoliens dont les moyens financiers et politiques ont explosé, grâce à l'ouverture économique mise en pratique par Turgut Özal dans les années 80. La chute du régime soviétique en 1990, a permis aux hommes d'affaires et entrepreneurs turcs de concrétiser des investissements et des exportations vers de nouveaux marchés comme la Russie, les Balkans, le Caucase, les pays d'Asie centrale et du Moyen-Orient. Ces hommes d'affaires ont créé des réseaux de solidarité politiques, économiques et sociaux, par le biais et le soutien des communautés islamiques, utilisant une politique extérieure axée sur le commerce et un langage politique basé sur des connotations ottomanes et islamistes.

Notre historien parlerait aussi du défilé politique des années 1990 durant lesquelles les partis politiques classiques de droite et de gauche de l'ancien régime, faute de pouvoir trouver des solutions aux problèmes urgents des Kurdes, du foulard islamique et de la crise économique, ont dû quitter l'arène



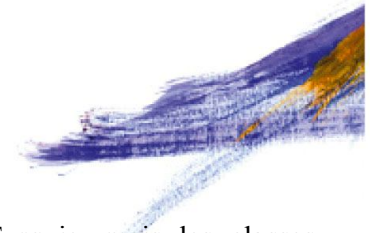
politique. Il analyserait les causes de la transformation actuelle de la Turquie comme suit ; la réformation bourgeoise des années 2000 a été le résultat des évènements suivants : l'élimination des partis de gauche ascendants des années 1960 et 1970 suite au coup d'état militaire du 12 septembre 1980 ; la réduction du kémalisme en une iconographie autoritaire et nationaliste suite au blocage de sa transformation en une « républicanisme de gauche » ; les réformes économiques sous la direction de Turgut Özal, le développement de la bourgeoisie anatolienne grâce aux opportunités créées par la chute de l'U.R.S.S; et l'élimination des partis politiques classiques de l'ancien régime qui n'ont pas pu concevoir des solutions aux problèmes du pays.

La polarisation sociale actuelle de la Turquie est le résultat et le reflet de cette grande transformation. Le sondage sur les « Classes moyennes de la Turquie » effectué en 2007 nous présente les indices de cette polarisation sociale. La population urbaine de la Turquie est divisée en trois grands groupes<sup>1</sup>.

	<i>Classe inférieure</i>	<i>Classe moyenne</i>	<i>Classe supérieure</i>
<b>Pourcentage de la population urbaine</b>	33%	45%	22%
<b>Tendances politiques</b>	non intéressé non informé paroissial ou droite traditionnelle	nouvelle droite 66% ont voté pour AKP 0% ont voté pour CHP	kémaliste/gauche 0% ont voté pour AKP 47% ont voté pour CHP
<b>Niveau de revenus</b>	revenus bas	revenus moyens	revenus élevés
<b>Attentes économiques pour un proche avenir</b>	espoir d'amélioration de niveau raisonnable	appréciation positive espoir d'amélioration pour l'avenir	appréciation négative pas d'espoir d'amélioration pour l'avenir
<b>Prise de position concernant l'U.E</b>	faible soutien de l'adhésion	fort soutien de l'adhésion	Euroscepticisme

Ce tableau nous indique que la polarisation sociale de la Turquie urbaine est basée sur le conflit entre la classe moyenne (45%) et la classe supérieure (22%), les classes inférieures (33%) étant presque entièrement en position de disciple, sans l'initiative politique de leur propre création. Les classes

<sup>1</sup> Hakan Yılmaz. 2007. "In Search of a Turkish Middle Class: Economic Occupations, Political Orientations, Social Life-Styles, Moral Values". Research project supported by a grant from the Open Society Institute Assistance Fund (Grant No:20018998) and Bogazici University Research Fund (Grant No:07M103). Date of completion: December 2007. Data available at [www.hakanyilmaz.info](http://www.hakanyilmaz.info)

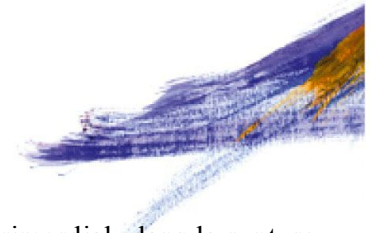


moyennes sont distribuées de façon homogène sur le territoire de la Turquie, mais les classes supérieures sont concentrées principalement dans certains quartiers des trois grandes métropoles de la Turquie. La polarisation entre ces deux classes est basée sur la déviation croissante entre les attentes économiques et les tendances politiques des deux groupes. Les classes moyennes estiment que leur situation économique s'est améliorée et qu'elle va continuer à se développer de manière positive. Les classes supérieures, au contraire, estiment que leur situation économique s'est détériorée et qu'elle va continuer à baisser dans un proche avenir. L'écart entre les attentes économiques est renforcé par l'opposition des tendances politiques. Les classes moyennes soutiennent majoritairement AKP et n'ont pas voté pour CHP. Au contraire, les classes supérieures qui n'ont pas voté pour AKP, soutiennent CHP à un taux de 47%. Le fossé entre les attentes économiques et les tendances politiques de ces deux secteurs de la population urbaine turque est un indice qui reflète la polarisation politique du pays et ses répercussions sociales.

Je voudrais partager mes sentiments concernant l'impact négatif du conflit qui risque de se produire au cas où cette polarisation ne pourrait pas être surmontée dans un esprit de collaboration. La réformation bourgeoise a joué historiquement un rôle positif en renforçant et en conférant une puissance politique à la nouvelle bourgeoisie religieuse et les masses qui lui font confiance. D'autre part, une politique visant à ignorer et à éliminer la classe supérieure dont l'impact est décroissant mais qui possède toujours un grand capital économique et culturel, risque de produire deux résultats néfastes. Le premier est constitué par le risque d'une perte de confiance sociale et la menace d'un conflit politique grave. Certains secteurs de la population, se sentant menacés et non représentés politiquement, et ayant perdu l'espoir d'une amélioration de la situation actuelle, pourraient soutenir des mouvements non démocratiques et se diriger vers des solutions radicales. Le second résultat négatif serait la disparition d'une grande partie du capital économique et culturel du pays occasionné par l'élimination des classes supérieures qui les détiennent. Une ambiance politique basée sur l'inclusion plutôt que l'exclusion, la conciliation plutôt que la discorde, la coopération plutôt que le conflit, pourra contribuer à renforcer la confiance, le développement économique et la démocratie. En résumé nous pouvons affirmer que la réformation bourgeoise Turque pourrait mener à l'élimination totale et violente des classes supérieures comme lors de la Révolution française, créer une atmosphère d'instabilité sociale et déclencher une crise politique. D'autre part il serait aussi possible de suivre le modèle anglais basé sur la coopération entre la nouvelle bourgeoisie et les classes établies pour parvenir à une transformation plus graduelle et plus pacifique.

### **La rupture des tabous identitaires : pluralisme démocratique ou majoritarisme néo-féodal ?**

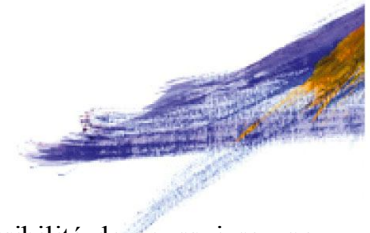
Si nous tâchons d'identifier le mouvement le plus remarquable qui a débuté vers la fin des années 1980 et s'est renforcé avec les années 2000, nous pouvons le définir comme « la rupture des tabous » ou « la désintégration des inhibitions ». La rupture des tabous a débuté dans les années 1980 avec le mouvement féministe soutenu par les actions des groupes féministes et les articles et livres publiés par des écrivains populaires comme Duygu Asena. L'infiltration de ces idées dans la conscience populaire a permis aux droits de la femme de se transformer en valeurs adoptées par la majorité de la population féminine.



Le mouvement kurde, de pair avec le mouvement féministe, a joué un rôle primordial dans la rupture des tabous identitaires. L'utilisation du mot « kurde », qui constituait un délit il y a quelques années, est aujourd'hui librement associé à l'histoire, la langue, la musique, les émissions de radio et de télévision, les villes, les auteurs, les hommes d'affaires, les organisations non gouvernementales et les partis politiques. L'état, qui niait l'existence même d'une présence kurde, a non seulement accepté cette présence au cours des dernières années, mais a même créé une chaîne de télévision qui émet des programmes en langue kurde 24 heures sur 24 ainsi qu'un institut rattaché à l'Université Artuklu de Mardin visant à faire des recherches et à enseigner la langue et la littérature kurdes. Bien que l'opinion publique kurde soit loin d'être satisfaite, la transformation et l'évolution de l'idéologie officielle représentent la rupture des tabous et constituent un tournant décisif dans la politique de l'état. Il faudrait donc considérer la télévision et l'institut kurdes comme un premier pas ouvrant la voie à d'autres réformes qui seront instaurées par l'état et les organisations non gouvernementales. Il sera probablement aussi possible dans un proche avenir, de trouver une solution permettant la scolarisation dans la langue maternelle des Kurdes.

Concernant l'identité et les droits des Alaouites, les progrès sont beaucoup plus lents que ceux marqués au sujet de l'identité kurde, car la résistance de l'état et de la population à reconnaître et accorder leurs droits aux Alaouites est beaucoup plus forte. Si l'identité kurde est un tabou, nous constatons que l'identité alaouite est un tabou doublement puissant. Nous pouvons retrouver l'origine des différents niveaux de résistance en examinant les identités dominantes qui créent l'altérité des identités kurde et alaouite. L'altérité de l'identité kurde remonte à 80 ans, au moment du choix de l'identité turque par l'état et la population, tandis que l'altérité alaouite est bien plus ancienne car l'identité musulmane sunnite avait été choisie et favorisée par l'Empire ottoman il y a plusieurs siècles. L'identité turque étant une identité beaucoup plus « jeune et fragile » comparée à l'identité musulmane sunnite, il est facile de comprendre que sa puissance identitaire et la résistance qu'elle oppose aux autres identités pouvant menacer sa souveraineté soit plus faible. Il est également possible d'observer, dans les études effectuées à ce sujet, la différence entre les kurdes et les alaouites concernant la liberté de réclamer leur identité, en d'autres mots, la résistance qui s'oppose à la libre expression de ces identités. En effet, les sondages nous montrent qu'une personne peut aujourd'hui affirmer que le kurde est sa langue maternelle ou bien qu'elle est d'origine kurde. Par contre, les gens hésitent encore à déclarer qu'ils sont Alaouites et cette « hésitation » nous empêche d'avoir des données fiables concernant la proportion des Alaouites dans la population.

Un autre mouvement qui s'est développé au cours des années 1990 et qui continue toujours sur un plan individuel ainsi par des démonstrations publiques est celui du port du foulard islamique par les femmes musulmanes sunnites. L'identité de la femme musulmane, symbolisée par les étudiantes pourtant le foulard islamique qui réclament le droit d'être admises à l'université et luttent contre la résistance qui leur est opposée par les institutions laïques rigides de l'état et certaines classes sociales qui refusent de considérer le foulard autrement que le symbole d'un mouvement politique obscurantiste. Elles cherchent à se obtenir un espace vital légitime dans le contexte social. D'après les résultats d'une étude réalisée en 2010, intitulée « Nous, les Autres et la Discrimination en Turquie: Perceptions et Tendances de l'Opinion Publique » 47% de la population considère que la forme de discrimination la plus



importante envers les femmes est celle qui refuse aux femmes voilées la possibilité de poursuivre une carrière et de faire des études supérieures<sup>2</sup>. L'importance accordée à cette discrimination peut être considérée comme une preuve du succès du mouvement des femmes voilées dans leurs efforts à faire accepter la légitimité de leurs réclamations.

Actuellement, un des problèmes critiques à l'ordre du jour en Turquie est la création d'une structure politique permettant une existence commune à des identités diverses. Cette structure politique, quelle que soit la différence numérique de chaque groupe, sera-t-elle une démocratie pluraliste qui ne favorisera personne ou bien y aura-t-il une majorité dominante, et une minorité poursuivant une existence précaire dans les limites autorisées et tolérées par cette structure majoritaire, autoritaire et néo-féodale? Le choix est entre un régime pluraliste et démocratique ou un régime majoritaire et néo-féodal.

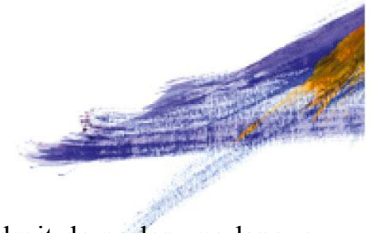
Il faut également mentionner ici la « tolérance ottomane » dont on parle récemment beaucoup dans le cadre des droits des minorités, qui n'est finalement qu'un système de tolérance pré-moderne, autoritaire et féodal. Ce que nous devons fonder au 21<sup>ème</sup> siècle, est une république basée sur une structure sociale pluraliste, un régime politique démocratique, et un état de droit où les minorités religieuses, ethniques et autres, n'auront pas besoin d'être « tolérées » ou de bénéficier de l'indulgence des autres, mais pourront vivre comme des citoyens libres et égaux. Pour ce qui est de la thèse ottomane qui prétend que nous n'avons rien à apprendre de l'occident concernant la tolérance, il serait utile de rappeler qu'il y a au moins une leçon à tirer de l'occident concernant la démocratie pluraliste basée sur l'état de droit.

Le système politique partagé par des identités émergentes (pluraliste et démocratique ou majoritaire et néo-féodal) est étroitement relié à l'attitude de la population face aux identités différentes. D'après certains résultats de l'étude intitulée « Nous, les Autres et la Discrimination en Turquie: Perceptions et Tendances de l'Opinion Publique », complétée au printemps de 2010, l'acceptation des différences et la volonté de la population turque à vivre avec ces différences n'est pas de taille à assurer un système politique démocratique et pluraliste<sup>3</sup>.

Un des résultats les plus tragiques de ce sondage est qu'un groupe assez important parmi les participants, désire limiter entièrement les droits de ceux qu'ils considèrent comme les « autres », et pensent que « les autres » ne devraient pas avoir le droit de déclarer leur identité en public. Ces personnes considèrent que les homosexuels et les athées constituent un groupe « d'ultra-autres » dans la population turque. En effet, 53% des participants au sondage ont exprimé leur approbation concernant la restriction totale des droits des homosexuels et 37% ont voté pour la restriction des droits des athées. 25% estiment que le droit de conversion, le droit de ne pas subir de torture, et le droit de participer à une

<sup>2</sup> Hakan Yılmaz. 2010. "Between Hospitality and Hostility: Determining the Processes of Othering in Turkey and Developing Policy Proposals for the Prevention of Discrimination". Research project supported by a grant from Açık Toplum Vakfı (Open Society Foundation) (Grant No: 2009001) and Boğaziçi University&State Planning Organization (Grant No: 07K120620). Date of completion: February 2010. Data available at [www.hakanyilmaz.info](http://www.hakanyilmaz.info)

<sup>3</sup> Voir le travail mentionné ci-dessus: Hakan Yılmaz. 2010. "Between Hospitality and Hostility: Determining the Processes of Othering in Turkey and Developing Policy Proposals for the Prevention of Discrimination".



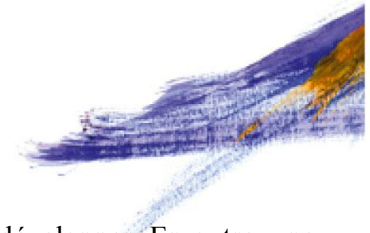
démonstration publique devraient être supprimés et 20% ont voté contre le droit de parler une langue maternelle autre que le turc et pratiquer une autre religion que l'Islam.

Parallèlement aux résultats ci-dessus, une importante majorité des sondés a déclaré que si quelqu'un est homosexuel ou athée (72% pour les homosexuels et 59% pour les athées) il ne devrait pas avoir le droit de le déclarer ouvertement. 30% des sondés considèrent que les non-musulmans ou les musulmans non pratiquants et 20% des sondés pensent que des musulmans non-sunnites et des citoyens d'origine non-turque, ne devraient pas avoir le droit de le déclarer ouvertement. En ce qui concerne les sondés appartenant à des identités non majoritaires, environ 60% ont déclaré qu'ils préfèrent garder le silence dans un milieu où ils pensent qu'une telle déclaration identitaire ne sera pas bien accueillie. Près de la moitié des participants au sondage disent qu'ils craignent que la rencontre avec quelqu'un de différent puisse créer des doutes dans leur propre esprit, et préfèrent les ignorer et agir avec discrimination. Par conséquent, on peut affirmer que près de la moitié de notre population perçoit celui qui est différent non pas comme une richesse, mais comme une menace à sa propre identité, dénotant la faiblesse et la fragilité de l'identité "nous".

D'après cette étude, 40% des sondés ont déclaré qu'ils ne croyaient pas que la police et la justice pourraient résoudre les problèmes de discrimination (un groupe de 50% est convaincu du contraire). Il est possible que le manque de confiance envers le mécanisme de la justice puisse donner lieu à la création d'un nouveau système tel que « l'ombudsman » auquel une majorité d'environ 70% penserait s'adresser pour la solution de ses problèmes. Un autre résultat important de cette étude est le fait que les trois quarts des participants au sondage ont opté pour la reconnaissance constitutionnelle et la garantie assurée à toutes les identités ethniques, religieuses et autres.

Nous pouvons tenter, à partir des résultats de cette étude, de répondre à la question posée au début de ce chapitre, à savoir si la rupture des tabous sur l'identité aura pour résultat un régime politique démocratique pluraliste ou bien une majoritarisme néo-féodale. Nous pouvons aussi essayer de répondre à cette question par les observations et suggestions ci-dessous. La base de l'altérisation dans la population turque repose sur le refus d'accepter la différence et la tendance à la considérer comme une menace personnelle. En effet, à commencer par les homosexuels et les athées que l'on peut appeler les « ultra-autres », la tendance à tolérer les identités minoritaires qui créent une différence culturelle et sociale est bien faible. Au contraire, au lieu de concevoir ces différences comme une richesse, elles sont perçues par une partie importante de la population comme une menace à sa propre existence. Par conséquent, la majorité des personnes qui pensent que leur identité sera méprisée préfèrent la cacher. Ce milieu culturel privé de tolérance mène à un manque de transparence et un effort pour survivre sans se faire remarquer ou essayer d'intervenir pour remédier à cette situation. Les protestations sont faibles et les conflits avec la culture majoritaire sont rares.

D'autre part, on observe, dans cette même population, des signes reflétant le besoin de briser sa carapace, de devenir visible, de changer. On observe au cours des discussions publiques à grande participation sur ces sujets, une prise de conscience et des revendications de libéralisation. Nous assistons à un éveil sérieux concernant les droits de la femme et des Alaouites. Un mouvement d'appui à



l'instauration d'une garantie constitutionnelle des identités est en train de se développer. En outre, une grande majorité de la population soutient la création de nouvelles institutions de droit comme les « ombudsman », dans le but de lutter contre la discrimination.

Il est évident que pour éviter les conflits et lutter contre le mouvement d'altérisation, il faudrait augmenter la visibilité des différences et organiser des discussions publiques à participation ouverte. Le moyen d'assurer ceci est la création de nouvelles institutions et cadres juridiques pour protéger les identités différentes des pressions de l'état et des communautés et garantir leur liberté d'expression. Il est nécessaire d'accepter que les débats concernant les identités soient encadrés par le droit de protection de la population civile. La question du choix d'une identité qui sera réglée suite à des consultations civiles, sera un choix individuel et devra être accepté comme tel.

### **Du référendum de septembre 2010 sur la Constitution aux élections générales de juin 2011; Problèmes et Développements possibles**

Le prise de position contre le parti au pouvoir et les changements constitutionnels lors du référendum du 12 septembre 2010 peut être mieux comprise dans la logique de la réformation bourgeoise mentionnée plus haut. Le parti au pouvoir réformiste qui considère les opposants à la réforme « comme ayant tort et malveillants », n'a pas tâché de chercher un compromis ou une réconciliation, et a utilisé son influence et son pouvoir pour faire accepter les changements constitutionnels proposés. Ses efforts ont été couronnés de succès puisque le résultat a été de 58% pour et 42% contre la thèse du parti au pouvoir. En fait, ceux qui ont voté pour n'ont pas voté pour le contenu des changements, mais pour le processus de réforme dont ces changements faisaient partie. De même, ceux qui ont voté contre le référendum ont voté contre le processus de réforme dont ces changements faisaient partie.

Il est important de souligner l'importance des réformes alternatives adoptées par le secteur "non", au lieu de le marquer comme un secteur conservateur opposé aux réformes. Parmi les partis politiques le CHP (Parti populaire républicain - kémaliste de centre gauche), le MHP (Parti d'Action nationaliste - nationaliste turc) et le BDP (Parti de Paix et Démocratie - nationaliste kurde) partisans du « non » et du boycott, le seul parti qui propose des réformes alternatives est le BDP. En effet, quand il s'agit du problème kurde, nous observons une rivalité entre les propositions de réformes tièdes du AKP et les réformes radicales du BDP. Le MHP et le CHP ont en général adopté une attitude plutôt défensive et conservatrice concernant la question kurde et autres domaines plutôt que de faire des propositions spécifiques. Ils ont par conséquent laissé toutes les questions concernant les réformes et les changements à l'initiative de l'AKP et partiellement à celle du BDP. Vu le passé et l'idéologie du MHP, il ne serait pas réaliste de s'attendre à un changement dans son attitude protectrice et conservatrice. Par contre, suite à la démission de Deniz Baykal au lendemain d'un scandale, et de l'élection de Kemal Kılıçdaroglu à la présidence du parti CHP, nous pouvons nous attendre à des propositions de réformes alternatives au sujet de problèmes critiques comme la question kurde. En effet, le nouveau leader du CHP, Kılıçdaroglu, malgré son rythme timoré et hésitant « deux pas en avant et un pas en arrière » a commencé à donner les signes de la préparation d'un programme alternatif de changements pour des questions fondamentales comme la question kurde, le problème du foulard, et





les transformations nécessaires pour l'adhésion à l'Union européenne. Il n'y a aucun programme concret de réformes pour le moment. Cependant il n'y a pas de doutes que le passage du CHP d'une attitude défensive et conservatrice vers un mode d'action réformiste est d'une importance critique pour les résultats escomptés.

La transformation que le CHP essaie d'introduire après la démission de Baykal est l'abandon de la mentalité étatiste qui dominait le parti depuis des années 1990. Sur le plan politique, cette mentalité a transformé ce parti populaire en un parti étatiste, en une « partie d'ordre ». La mission du CHP, face aux menaces croissantes des identités ethniques et religieuses, a été de s'allier avec l'armée et la bureaucratie en devenant un parti étatiste et une « partie d'ordre ». Au niveau idéologique, la mentalité étatiste est l'expression de l'abandon du kémalisme républicain de gauche de Bülent Ecevit au cours des années 1970, en faveur de l'adoption d'une interprétation iconographique du kémalisme et d'une perception formaliste de la modernité, suite au coup d'état militaire du 12 septembre.

Si le CHP, sous la direction de Kılıçdaroğlu, réussit à s'éloigner de cette mentalité étatiste pour retrouver sa mission de parti populaire de gauche et proposer des alternatives de réformes propres à résoudre les problèmes critiques auxquels la Turquie fait actuellement face, il sera possible de briser l'hégémonie du AKP dans le domaine des réformes pour arriver à des réformes plus équilibrées et plus complètes. Il est très difficile de prévoir aujourd'hui si le CHP pourra réussir à se transformer d'un parti étatiste en un parti populaire. Tout ce que l'on peut dire est que le CHP n'abandonnera pas complètement sa position étatiste classique jusqu'aux élections de 2011 mais pourra adopter une vision plus populaire avec des propositions de réformes sur la question kurde et le problème du foulard. Pour résumer, nous pouvons prévoir une ligne de va-et-vient entre l'étatisme et le populisme, le conservatisme et les réformes, une ligne éclectique à haute tension.

Nous pouvons également penser que l'adoption par le CHP, d'une attitude réformiste, même partielle, isolera le MHP dans son camp protectionniste et conservateur. Dans ce cas, il est évident qu'un violent conflit politico-idéologique s'installera entre le MHP et AKP qui s'adressent à des électeurs similaires. AKP craignant le détournement d'une partie de ses électeurs vers le MHP, pourrait envisager de restreindre son programme de réformes concernant la question kurde et s'accrocher à des thèmes islamiques conservateurs, comme la défense de la cause palestinienne, pour lutter contre le nationalisme turc du MHP. Beaucoup d'électeurs, lassés par les querelles entre le MHP étatiste et anti-réformiste et le parti AKP qui fait ressortir son identité religieuse et conservatrice, pourraient se tourner vers CHP, parti populiste et séculaire qui propose des réformes raisonnables et logiques. De plus, le conflit entre MHP et AKP, poussant ce dernier à renoncer à son programme de réformes sur la question kurde, pourrait donner lieu à une alliance inespérée entre le CHP et le BDP. Au cas où le processus démocratique fonctionne sans interventions extérieures, suite aux élections de 2011 et les élections suivantes, comme cela a été le cas depuis avril 2007, on peut s'attendre à une série de réformes positives dans les cinq ans à venir. En attendant nous devons apprendre à vivre dans l'incertitude.